



**ENVIRONNEMENT**

AGENCE INDRE ET LOIRE

116 rue Ronsard  
37100 TOURS  
Tel : 0246232600  
Fax :

COORDONNÉES DESTINATAIRE

INRAE – CENTRE VAL DE LOIRE  
Domaine de l'Orfrasière  
37380 NOUZILLY

## DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE



### RÉFÉRENCE

**Référence : 0022M000159-1**  
A communiquer pour toute correspondance  
Réalisé le : 27/02/2025  
Référence mandataire : Bâtiment 321 -  
3203021\_NOUZILLY

### DÉSIGNATION DU BIEN

NOUZILLY\_C3 - PORTERIE ACCUEIL  
DOMAINE DE L'ORFRASIÈRE  
37380 NOUZILLY

### PROPRIÉTAIRE

INRAE – CENTRE VAL DE LOIRE  
Domaine de l'Orfrasière  
37380 NOUZILLY

### Diagnostics



AC Environnement - 64 Rue Clément Ader 42153 RIORGES - Fax : 04 77 44 92 48  
SIRET : 44135591400298 - N° de TVA Intracommunautaire : FR03441355914 - Code APE : 7120B  
Assurée par HDI Global SE 76208471-30015

APPEL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE  
N° Vert 0 800 400 100  
[www.ac-environnement.com](http://www.ac-environnement.com)

## Note de synthèse



### AMIANTE : Dossier amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Présence



### Diagnostic Plomb avant Travaux

Revêtements et/ou matériaux contenant du plomb

# Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti

Selon le Décret 2017-899 du 9 mai 2017, pris en application de l'article L.4412-2 du Code du travail. Méthodologie d'intervention et contenu du rapport selon l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations dans les immeubles bâtis, selon l'arrêté du 14 Décembre 2021 et selon la norme NF X 46-020 d'août 2017 (2ème tirage) "Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis – Mission et méthodologie."

## A - RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS



### A-1 DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE

Adresse : DOMAINE DE L'ORFRASIÈRE 37380 NOUZILLY

Référence client : Bâtiment 321 - 3203021\_NOUZILL  
Y

Désignation : NOUZILLY\_C3 - PORTERIE ACCUEIL

Date de construction : Avant 2025

### A-3 OPÉRATEUR DE REPÉRAGE

Nom : GODEFROY ALEXANDRE

Accompagnateur : Mr Menneteau ()

Date de repérage : 27/02/2025

Numéro attestation : 2124

Délivré le : 20/11/2023

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par LCP – 25 Avenue Léonard de Vinci – 33600 PESSAC



### A-2 PROPRIÉTAIRE / DONNEUR D'ORDRE

Propriétaire :  
INRAE – CENTRE VAL DE LOIRE  
Domaine de l'Orfrière  
37380 NOUZILLY

Donneur d'ordre :  
INRAE – CENTRE VAL DE LOIRE  
Domaine de l'Orfrière  
37380 NOUZILLY

### A-4 SOCIÉTÉ

Société & Siret : AC Environnement (N° 44135591400298)

Date du rapport : 10/03/2025

Assurance : HDI Global SE 76208471-30015

A Riorges, le 10/03/2025

PRÉSENCE D'AMIANTE DANS LE CADRE DE LA MISSION

Oui

PRÉSENCE DE LOCAUX OU PARTIES DE LOCAUX NON VISITÉS ET OU  
DE COMPOSANTS OU PARTIES DE COMPOSANTS NON INSPECTÉS

Non

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité.

## B - SOMMAIRE

### A - Renseignements administratifs

- A-1 - Désignation de l'immeuble
- A-2 - Propriétaire / Donneur d'ordre
- A-3 - Opérateur de repérage
- A-4 - Société

### B - Sommaire

### C - Locaux ou parties de locaux et composants ou parties de composant

- C-1 - Locaux visités
- C-2 - Locaux ou partie(s) de locaux non visité(s) et composant(s) ou partie(s) de composant non inspecté(s)

### D- Etude préalable

- D-1 - Descriptif des travaux envisagés
- D-2 - Périmètre du bâtiment concerné
- D-3 - Objectif de la mission
- D-4 - Document(s) mis à disposition
- D-5 - Périmètre et programme de repérage de l'opérateur
- D-6 - Motifs de réduction ou d'augmentation du nombre de prélèvements
- D-7 - Adjonction(s) ou exclusion(s) par rapport à la norme NF 46-020
- D-8 - Conditions existantes au moment du prélèvement

### E - Conditions de repérage

- E-1 - Modalités de repérage
- E-2 - Moyens d'investigation
- E-3 - Obligations de communication du rapport de repérage

### F - Conclusions

- F-1 - Conclusion(s) du présent rapport de repérage
- F-2 - Réserves / Commentaires

### G - Grille de résultats du repérage

### Annexes

- Annexe : Plans
- Annexe : Reportage photographique
- Annexe : Grille d'évaluation de l'état de conservation
- Annexe : Prélèvements et analyses

## C - LOCAUX OU PARTIE(S) DE LOCAUX ET COMPOSANT(S) OU PARTIE(S) DE COMPOSANT

### C-1 LISTE DES LOCAUX VISITÉS

Sous-sol - Vol 1 (Dégagement 1)	Sous-sol - Vol 2 (Sous station)
Sous-sol - Vol 3 (Transfo)	Sous-sol - Vol 4 (Cave)
Sous-sol - Vol 5 (Cave)	Sous-sol - Vol 6 (Vide sanitaire)
RDC - Vol 7 (Entrée 2)	RDC - Vol 8 (Hall 1)
RDC - Vol 9 (Vestiaire 1)	RDC - Vol 10 (Vestiaire 2)
RDC - Vol 11 (Dégagement 2)	RDC - Vol 12 (Sanitaires 1)
RDC - Vol 13 (Sanitaires 2)	RDC - Vol 14 (Hall 2)
RDC - Vol 15 (Bureau 2)	RDC - Vol 16 (Bureau 1)
RDC - Vol 17 (Cafétéria)	RDC - Vol 18 (Entrée 1)
R+1 - Vol 19 (Escalier)	R+1 - Vol 20 (Bureau 3)
R+1 - Vol 21 (Salle de réunion)	R+1 - Vol 22 (salle de repos)
R+1 - Vol 23 (W.C)	R+1 - Vol 24 (Archives)
R+1 - Vol 25 (Bureau 4)	R+1 - Vol 26 (Dégagement 3)
Extérieur - Vol 27 (Façade 1)	Extérieur.1 - Vol 28 (Façade 2)

Extérieur.1 - Vol 29 (Toiture)

**C-2** LOCAUX OU PARTIE(S) DE LOCAUX NON VISITÉ(S) ET COMPOSANT(S) OU PARTIE(S)  
DE COMPOSANT NON INSPECTÉ(S)

Localisation / Désignation	Justification	Investigation complémentaire restant à réaliser
Sans objet	Sans objet	Sans objet

## D - ÉTUDE PRÉALABLE

### D-1 PROGRAMME DE TRAVAUX DU DONNEUR D'ORDRE

- Dépose chaudière avec raccordement sur existant.

### D-2 PÉRIMÈTRE DU BATIMENT CONCERNÉ DÉFINI PAR LE DONNEUR D'ORDRE

- Bâtiment 321 : Chaufferie.

### D-3 OBJECTIF DE LA MISSION

Ce repérage a pour objectif d'identifier et localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante incorporés ou faisant indissociablement corps avec l'immeuble ou la partie d'immeuble sur lequel des travaux sont programmés.

### D-4 DOCUMENTS MIS A DISPOSITION PAR LE DONNEUR D'ORDRE

Aucun

### D-5 PROGRAMME ET PÉRIMÈTRE DE REPÉRAGE DÉFINI PAR L'OPÉRATEUR DE REPÉRAGE

Sur la base de la liste en annexe 1 de l'arrêté du 16 juillet 2019, ainsi que sur la base des informations transmises par le donneur d'ordre et après étude du périmètre et du programme de travaux envisagé, nous avons inspecté tous les matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante affectés par les travaux pour les ouvrages ou composants de la construction

Ouvrage ou composant de la construction inspecté	Plan de l'immeuble	Locaux	Localisation
Conduits, canalisations et équipements	Sous-sol	Vol 6 (Vide sanitaire)	
Façades	Extérieur	Vol 27 (Façade 1)	
Toiture et étanchéité	Extérieur.1	Vol 29 (Toiture)	

### D-6 MOTIF(S) AYANT PU CONDUIRE A RÉDUIRE OU AUGMENTER LE NOMBRE DE PRÉLÈVEMENTS TEL QU'INDIQUÉ EN ANNEXE A DE LA NORME NF 46-020 POUR CHACUN DES MATÉRIELUX ET PRODUITS REPÉRÉS

Néant.

### D-7 ADJONCTION(S) OU EXCLUSIONS PAR RAPPORT A LA NORME NF 46-020

Néant.

### D-8 CONDITIONS EXISTANTES AU MOMENT DU PRÉLÈVEMENT SUSCEPTIBLES D'INFLUENCER L'INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS DES ANALYSES

Néant.

## E - CONDITIONS DE REPÉRAGE

### E-1 MODALITÉS DE REPÉRAGE

Dans un premier temps, dans le périmètre des travaux, et selon le programme de repérage découlant du programme des travaux envisagés, l'opérateur de repérage recherche la présence de Matériaux et Produits Susceptibles de Contenir de l'Amiante (MPSCA) faisant indissociablement corps avec le bâti et qui seront sollicités directement ou indirectement par les travaux. Ces MPSCA correspondent entre autre aux parties d'ouvrages ou de composants à inspecter ou à sonder de la « Liste non exhaustive des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante à repérer » de l'annexe 1 de l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations dans les immeubles bâtis. Toutefois, cette liste n'étant pas exhaustive, s'il a connaissance d'autres MPSCA, il les repère également.

L'inspection des ouvrages doit être exhaustive. Le repérage peut nécessiter des sondages destructifs ou des démontages particuliers. Par exemple, il convient de procéder aux investigations suivantes :

- les pléniums doivent être inspectés ;
- les gaines techniques doivent être contrôlées ;
- les cloisons démontables doivent être examinées (têtes, pieds et joints de la cloison, réservations) ;
- les éléments de façade, gaines maçonnées, joints de cloisons devront être sondés ou démontés s'il y a présomption de présence de matériaux contenant de l'amiante.

L'ensemble du périmètre du bâtiment concerné par les travaux doit être visité et inspecté. En cas de défaut d'accessibilité du fait du donneur d'ordre et alors que l'opérateur lui a au préalable demandé les moyens d'accès adaptés (démontage spécifique, ouverture de gaine ou de volume vide sans accès prévu, fourniture de nacelle, etc.), l'opérateur rédigera un pré-rapport.

Lorsque, dans des cas très exceptionnels et qui doivent être justifiés, certaines parties d'ouvrages ne sont pas accessibles avant que les travaux ne commencent, l'opérateur de repérage rédige un rapport dans lequel il émet les réserves correspondantes et préconise les investigations approfondies complémentaires qui devront être réalisées entre les différentes étapes des travaux.

Il examine de façon exhaustive tous les locaux et parties de locaux situés dans le périmètre des travaux. La définition de zones présentant des similitudes d'ouvrage permet d'optimiser le nombre de prélèvements qui sont transmis pour analyse. Les sondages itératifs et comparatifs permettent de déterminer les limites et l'étendue des zones présentant des similitudes d'ouvrage.

Dans un second temps, et pour chacun des ouvrages ou composants repérés, en fonction des informations dont il dispose et de sa connaissance des matériaux et produits utilisés, il atteste, le cas échéant, de la présence ou de l'absence d'amiante. En cas de doute et selon les prescriptions réglementaires et normatives il détermine les prélèvements et analyses de matériaux nécessaires pour conclure.

Conformément aux prescriptions de l'arrêté du 16 juillet 2019 et de la norme NF X46-020 d'août 2017 (2ème tirage), les analyses des échantillons de ces produits et matériaux sont réalisées couches par couches par un organisme accrédité par le COFRAC.

L'opérateur de repérage veille à la traçabilité des échantillons prélevés : ces échantillons sont repérés de manière que les ouvrages dans lesquels ils ont été prélevés puissent être identifiés.

### E-2 MOYENS D'INVESTIGATION

Pour la réalisation de notre repérage, nos moyens d'investigations mis en œuvre garantissent la réalisation d'investigations approfondies destructives et non destructives, telles que :

- Dépose de certains blocs prises pour examiner la composition interne des cloisons.
- Dépose des éléments de finition (plinthes, couvre-joints, etc) des cloisons démontables pour examiner les têtes, pieds et joints de ces cloisons.
- Détermination des sondages destructifs ou les démontages particuliers nécessaires pour permettre d'accéder aux matériaux susceptibles de contenir de l'amiante (élément de façade, gaine maçonnée, joint de cloisons, etc). Dans le cas où le risque de découverte de matériaux et produits friables contenant de l'amiante est probable, les moyens de prévention adéquats devront être mis en œuvre.
- Classement des matériaux et produits selon leurs caractéristiques.
- Prélèvements pour déterminer par analyse, lorsque les marquages des matériaux ou les documents consultés par l'opérateur de repérage ne lui ont pas permis de conclure, la présence effective d'amiante dans des matériaux et produits susceptibles d'en contenir.

### E-3 OBLIGATIONS DE COMMUNICATION DU RAPPORT DE REPERAGE

Le présent rapport est à communiquer à toute personne physique ou morale amenée à concevoir, organiser ou exécuter des travaux dans l'immeuble bâti.

Il est rappelé en outre les dispositions de l'article 11 de l'arrêté du 16/07/2019 :

« Si le donneur d'ordre n'est pas le propriétaire de l'immeuble bâti concerné par la mission de repérage, il adresse à ce dernier une copie du rapport établi par l'opérateur de repérage. En cas de mission de repérage portant sur une partie privative d'un immeuble collectif à usage d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier amiante - parties privatives » (DAPP) prévu au I de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DAPP, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur les parties communes d'un immeuble collectif à usage d'habitation ou sur un immeuble non utilisé à fin d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier technique amiante » (DTA) prévu au I de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique ainsi que de sa fiche récapitulative, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DTA, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur tout ou partie d'un immeuble d'habitation ne comprenant qu'un seul logement, son propriétaire conserve le rapport ou le pré-rapport restituant les conditions de réalisation et les conclusions de cette recherche d'amiante avant travaux. Il communique ce rapport ou ce pré-rapport, sur leur demande, à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ainsi qu'aux agents de contrôle de l'inspection du travail mentionnés à l'article L. 8211-1 du code du travail, aux agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et, en cas d'opération relevant du champ de l'article R. 4534-1 du code du travail, de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics. »



## F - CONCLUSIONS

### F-1 CONCLUSIONS(S) DU PRÉSENT RAPPORT DE REPÉRAGE

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Localisation	Catégorie	Composant	Partie de composant	Sur avis / réf pré.
Vol 6 (Vide sanitaire)	Conduits, canalisations et équipements	Conduit eau	Conduit en fibres-ciment	S1

### F-2 RÉSERVES / COMMENTAIRES

En cas de découverte de Matériaux ou Produits Susceptibles de Contenir de l'Amiante (MPSCA) non repérés dans ce présent rapport, lors de la phase de travaux, il conviendra de faire réaliser des sondages ou des prélèvements complémentaires ou de considérer ces éléments comme contenant de l'amiante.

## G - SOMMAIRE DES GRILLES DE RÉSULTAT DE REPÉRAGE

**1 - Toiture et étanchéité**

**2 - Façades**

**3 - Conduits, canalisations et équipements**



## GRILLE DE RÉSULTAT DU REPÉRAGE DES MPCA POUR LA CATEGORIE : Toiture et étanchéité

Plan	Localisation	Composant	Partie composant	Réf action	Observation	Précision loc.	Ref photo	Ref Prél.	Descriptif	Résultat	Conclusion
Extérieur. 1	Vol 29 (Toiture)	Revêtement bitumeux d'étanchéité	Bardeaux bitumé (type "Shingle")	P1	Réalisation d'un prélèvement		0022M 00015 9 n°1 - 2	0022M 00015 9 n°1	Matériau Bitumineux Fibreux Noir	Négatif	Négatif sur analyse

## GRILLE DE RÉSULTAT DU REPÉRAGE DES MPCA POUR LA CATEGORIE : Façades

Plan	Localisation	Composant	Partie composant	Réf action	Observation	Précision loc.	Ref photo	Ref Prél.	Descriptif	Résultat	Conclusion
Extérieur	Vol 27 (Façade 1)	Murs	Enduit ciment	P2	Réalisation d'un prélèvement	Enduit jaune.	0022M 00015 9-1 n°2 - 1 - 0022M 00015 9-1 n°2 - 2	P2	Peinture / Ciment - Effritable / Effritable - Jaune / Gris	Négatif	Négatif sur analyse

## GRILLE DE RÉSULTAT DU REPÉRAGE DES MPCA POUR LA CATEGORIE : Conduits, canalisations et équipements

Plan	Localisation	Composant	Partie composant	Réf action	Observation	Précision loc.	Ref photo	Ref Prél.	Descriptif	Résultat	Conclusion
Sous-sol	Vol 6 (Vide sanitaire)	Conduit eau	Conduit en fibres-ciment	S1	Réalisation d'un sondage		0022M 00015 9 n°1 - 2				Présen ce sur jugeme nt person nel de l'opérat eur de repérage



Amiante

GRILLE DE RÉSULTAT DU REPÉRAGE DES MPCA POUR LA CATEGORIE : Conduits, canalisations et équipements

Plan	Localisation	Composant	Partie composant	Réf action	Observation	Précision loc.	Ref photo	Ref Prél.	Descriptif	Résultat	Conclusion
Sous-sol	Vol 6 (Vide sanitaire)	Conduit eau	Conduit en fibres-ciment	S1	Sondage et extension de la ZPSO du sondage S1		0022M 00015 9 n°1 - 2				Présence sur jugement personnel de l'opérateur de repérage

## ANNEXE : MESURAGE DES ZONES AMIANTÉES

Les mesurages contenus dans le tableau suivant sont donnés à titre indicatifs et doivent impérativement faire l'objet d'un contrôle par les intervenants et ne peut en aucun cas être utilisé comme quantitatif pour chiffrage.

Ref pré.	Composant	Matériau	Localisation	Mesurage linéaire	Mesurage hauteur	Mesurage surface	Mesurage unité(s)
Sous-sol							
S1	Conduit eau	Conduit en fibres-ciment	Vol 6 (Vide sanitaire)	37,65 m		8,4 m <sup>2</sup>	2 unité(s)

## ANNEXE : PLANS DE REPÉRAGE DES MPCA

Ref.	Plans	Titre du plan
	Sous-sol	Sous-sol - Plan de repérage - Actions menées
	Sous-sol	Sous-sol - MPCA Toutes catégories confondues
	Sous-sol	Sous-sol - MPCA Conduits, canalisations et équipements
	RDC	RDC - Plan de repérage - Actions menées
	R+1	R+1 - Plan de repérage - Actions menées
	Extérieur	Extérieur - Plan de repérage - Actions menées
	Extérieur.1	Extérieur.1 - Plan de repérage - Actions menées

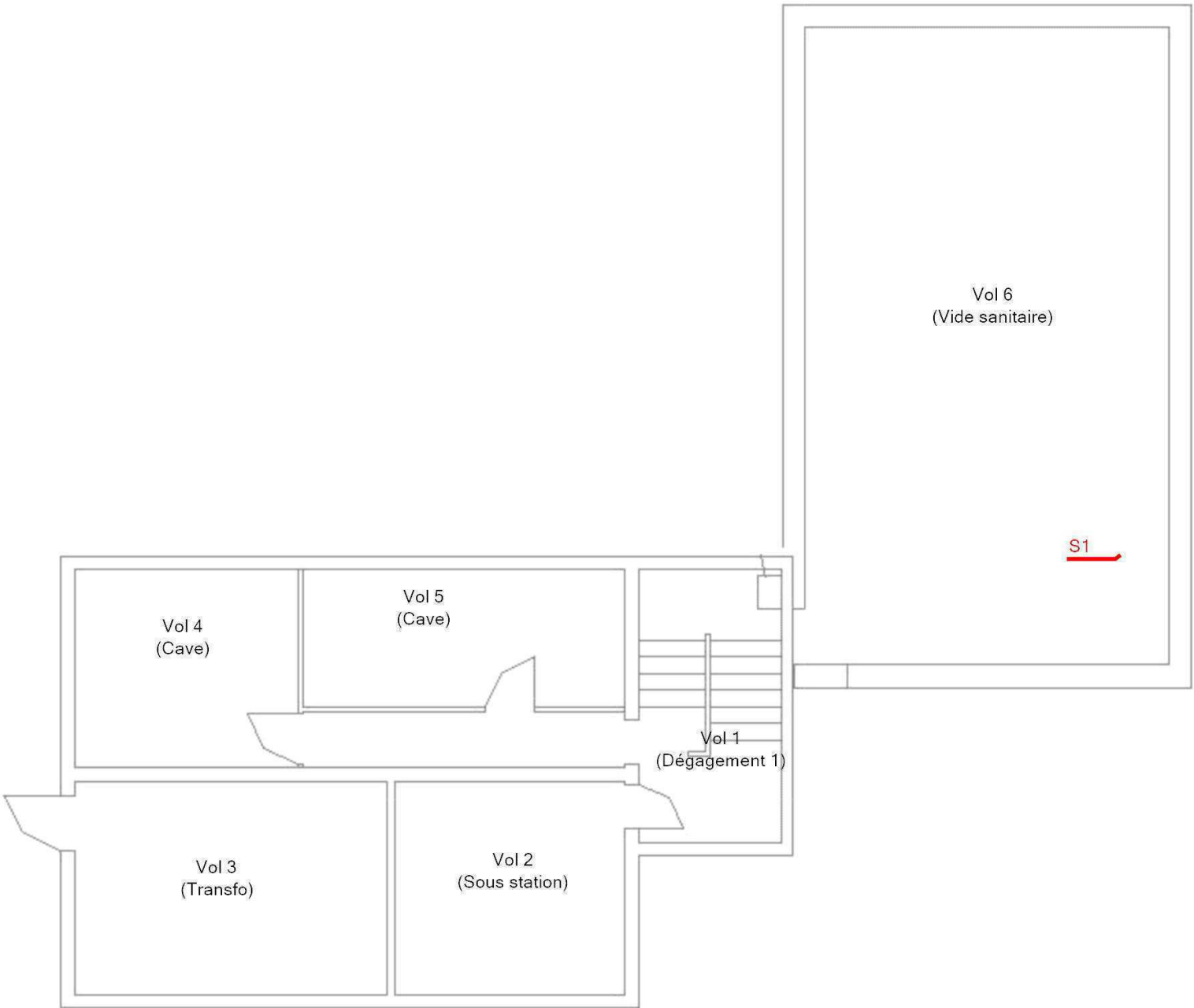
SOUS-SOL - PLAN DE REPÉRAGE - ACTIONS MENÉES

Référence:  
0022M000159-1

Légende



Localisation dun sondage positif



Adresse du bien

DOMAINE DE LORFRASIÈRE  
37380 NOUZILLY

Désignation

NOUZILLY\_C3 - PORTERIE ACCUEIL

Date intervention

27/02/2025

Technicien intervenant

GODEFROY ALEXANDRE

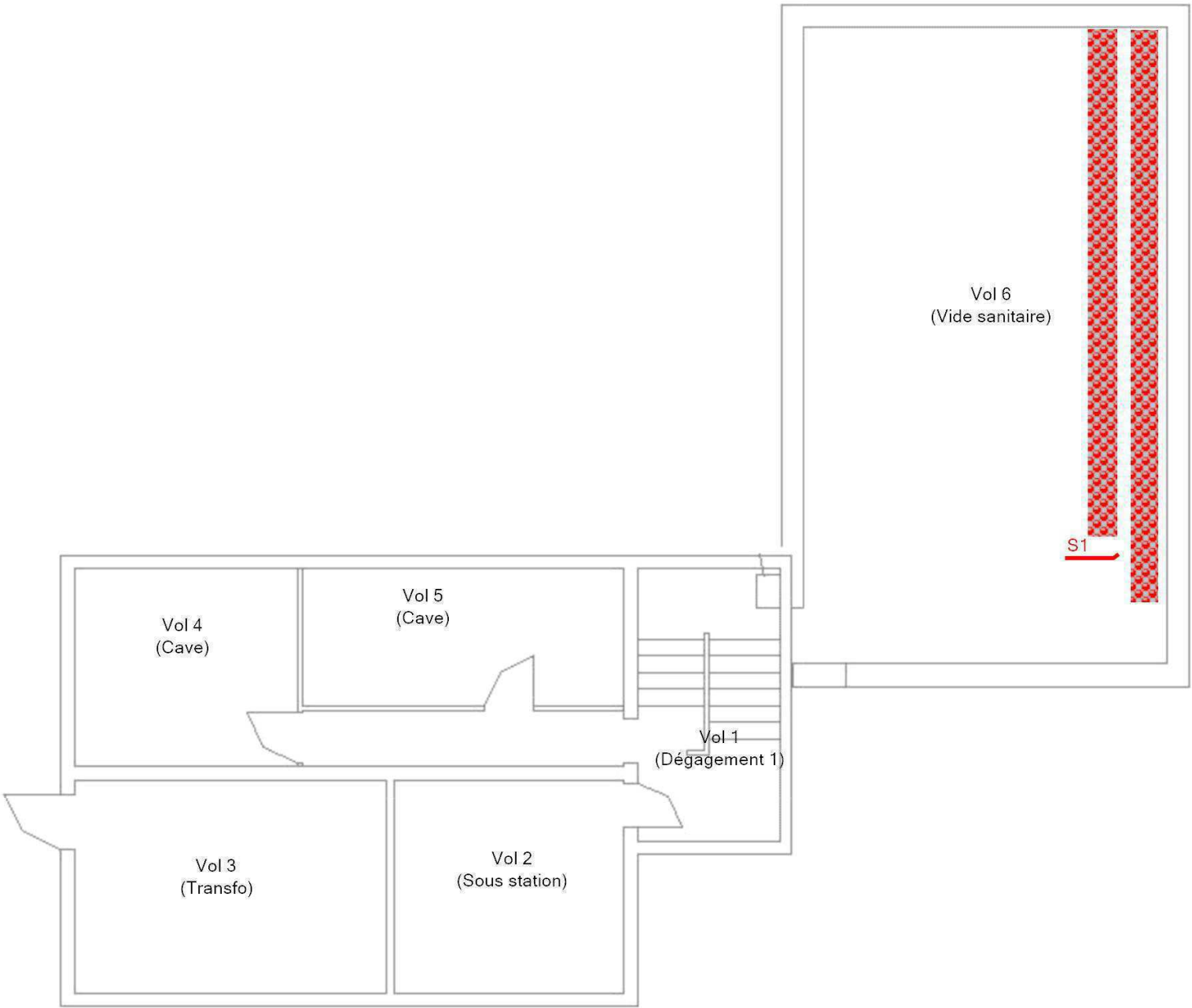
SOUS-SOL - MPCA TOUTES CATÉGORIES CONFONDUES

Référence:  
0022M000159-1

Légende



S1: Conduit en fibres-ciment



Adresse du bien

DOMAINE DE LORFRASIÈRE  
37380 NOUZILLY

Désignation

NOUZILLY\_C3 - PORTERIE ACCUEIL

Date intervention

27/02/2025

Technicien intervenant

GODEFROY ALEXANDRE



Légende



S1: Conduit en fibres-ciment



Adresse du bien

DOMAINE DE LORFRASIÈRE  
37380 NOUZILLY

Désignation

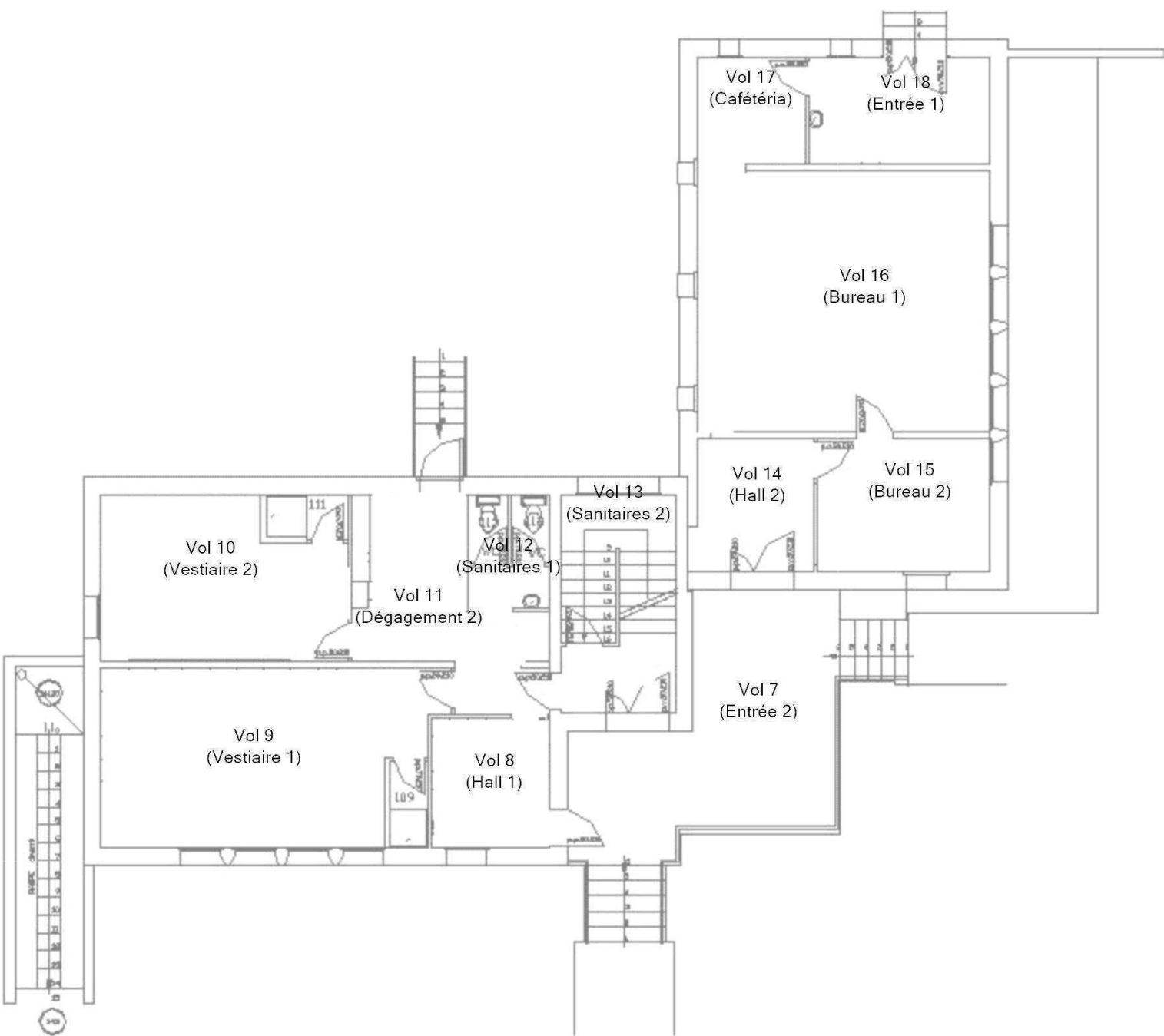

NOUZILLY\_C3 - PORTERIE ACCUEIL

Date intervention

27/02/2025

Technicien intervenant

GODEFROY ALEXANDRE

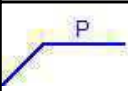
RDC - PLAN DE REPÉRAGE - ACTIONS MENÉES				Référence: 0022M000159-1
				Légende
	Adresse du bien	Désignation	Date intervention	Technicien intervenant
	DOMAINE DE LORFRASIÈRE 37380 NOUZILLY	NOUZILLY_C3 - PORTERIE ACCUEIL	27/02/2025	GODEFROY ALEXANDRE

R+1 - PLAN DE REPÉRAGE - ACTIONS MENÉES				Référence: 0022M000159-1
<div></div>				Légende
	Adresse du bien	Désignation	Date intervention	Technicien intervenant
	DOMAINE DE LORFRASIÈRE 37380 NOUZILLY	NOUZILLY_C3 - PORTERIE ACCUEIL	27/02/2025	GODEFROY ALEXANDRE

EXTÉRIEUR - PLAN DE REPÉRAGE - ACTIONS MENÉES				Référence: 0022M000159-1
<div>   </div> <div>Vol 27 (Façade 1)</div> <div>   </div>				<div>Légende</div> <div>  <div>Localisation dun prélèvement négatif</div> </div>
	Adresse du bien	Désignation	Date intervention	Technicien intervenant
	DOMAINE DE LORFRASIÈRE 37380 NOUZILLY	NOUZILLY_C3 - PORTERIE ACCUEIL	27/02/2025	GODEFROY ALEXANDRE



Légende



Localisation dun prélèvement négatif

Vol 29  
(Toiture)



Vol 28  
(Façade 2)



Adresse du bien

DOMAINE DE LORFRASIÈRE  
37380 NOUZILLY

Désignation

NOUZILLY\_C3 - PORTERIE ACCUEIL


Date intervention

27/02/2025

Technicien intervenant

GODEFROY ALEXANDRE

## ANNEXE : REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE

 Photos représentant des matériaux et produits contenant de l'amiante

Référence	Localisation	Action
0022M000159-1 n°2 - 1 (P2)	Extérieur - Vol 27 (Façade 1)	Prélèvement négatif
0022M000159-1 n°2 - 2 (P2)	Extérieur - Vol 27 (Façade 1)	Prélèvement négatif
0022M000159 n°1 - 2 (P1)	Extérieur.1 - Vol 29 (Toiture)	Prélèvement négatif
0022M000159 n°1 - 2 (S1)	Sous-sol - Vol 6 (Vide sanitaire)	Présence sur décision de l'opérateur de repérage



0022M000159 n°1 - 2 (P1) - Extérieur.1 - Vol 29 (Toiture)



0022M000159-1 n°2 - 1 (P2) - Extérieur - Vol 27  
(Façade 1)



0022M000159-1 n°2 - 2 (P2) - Extérieur - Vol 27 (Façade  
1)



0022M000159 n°1 - 2 (S1) - Sous-sol - Vol 6 (Vide  
sanitaire)

## ANNEXE : Récapitulatif des prélèvements et analyses

Prélèvements en rouge = Positif Amiante

Ref action	Categorie	Composant	Materiau	Localisation	Observation
0022M000159 n°1	Toiture et étanchéité	Revêtement bitumeux d'étanchéité	Matériau Bitumineux Fibreux Noir	Extérieur.1 - Vol 29 (Toiture)	
P2	Façades	Murs	Peinture / Ciment - Effritable / Effritable - Jaune / Gris - Enduit jaune.	Extérieur - Vol 27 (Façade 1)	



## CHANTIER

**Référence** C012021478598  
**Adresse** Commande : 0022M000159  
Affaire : 3203021\_NOUZILLY  
Domaine de l'Orfrasière  
37380 NOUZILLY

## COORDONNÉES DESTINATAIRE

**AC Environnement**  
**64, rue Clément Ader**  
**42153 RIORGES**

Gentilly, le 15/01/2021

## RAPPORT DE SYNTHÈSE DOSSIER MATÉRIAU n°C012021478598 (1 prélèvement) RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES FIBRES D'AMIANTE

### RÉFÉRENCE ÉCHANTILLON LABORATOIRE : PM03932627

Date de réception	13/01/2021	Date de préparation	14/01/2021	Date d'analyse	14/01/2021				
Description client	Couche	Matériau	Aspect	Couleur	Type de préparation	Nb Prép.	Type analyse	Résultat	
0022M000159_001 Toiture et étanchéité / Revêtement bitumeux d'étanchéité / Bardeaux bitumé (type "Shingle") Vol 29 (Toiture)	1	Matériau	Bitumineux Fibreux	Noir	Attaque chimique : Chloroforme	2	MET*	Non détecté	●
<b>Remarque</b>	RAS								

\* En adaptation de la norme NF X 43-050 : Recherche d'amiante dans les matériaux par Microscopie Electronique à Transmission (MET). Méthode : Selon le mode opératoire interne L.MO. 07.

**Analyste**  
Aline COLAS





## CHANTIER

Référence **C012025759408**  
Adresse Commande : 0022M000159-1  
Affaire : Bâtiment 321 - 3203021\_NOUZILLY  
DOMAINE DE L'ORFRASIÈRE  
37380 NOUZILLY

## COORDONNÉES DESTINATAIRE

AC Environnement  
64, rue Clément Ader  
42153 RIORGES

Arcueil, le 10/03/2025

**RAPPORT DE SYNTHÈSE MATÉRIAU n°RS012025759408**  
**RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES FIBRES D'AMIANTE**

Laboratoire d'analyse	AC LAB
Normes et techniques analytiques	HSG 248 §2 ou NF ISO 22262-1(parties utiles): Recherche d'amiante dans les matériaux par Microscope Optique en Lumière Polarisée (MOLP) (1) : Morphologie et critères optiques <i>La détection de fibres d'amiante optiquement observables est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0.1 % en masse dans 95% des cas (*)</i> Parties utiles de la norme NF X 43-050 :Recherche d'amiante dans les matériaux par Microscopie Electronique à Transmission (MET) (2) : Morphologie, diffraction électronique, composition chimique <i>La détection de fibres d'amiante est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0.1 % en masse dans 95% des cas (*)</i>
Texte réglementaire	Arrêté du 1er octobre 2019 (modifié): Relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, conditions de compétences du personnel et d'accréditation des organismes procédant à ces analyses
Méthodes internes	Selon les modes opératoires internes L.MO.20, L.MO.07 et L.MO.13.1
Préparation des échantillons	Prise d'essai représentative de l'échantillon - Pour une analyse MOLP : Prélèvement de fibres et montage sur lame de microscope optique - Pour une analyse META : Par attaque chimique, broyage manuel et mécanique et récupération des particules sur grilles de microscope électronique

## Référence échantillon : 0022M000159-1\_002

Référence labo	PM06833640	Échantillon conforme aux critères d'acceptation	Oui
Date du prélèvement	27/02/2025	Analyse réglementaire	Oui
Auteur du prélèvement	ALEXANDRE GODEFROY	Date d'analyse	10/03/2025
Type de prélèvement	Façades - Murs - Enduit ciment		
Zone de prélèvement	NOUZILLY_C3 - PORTERIE ACCUEIL - Vol 27 (Façade 1)		
Remarque concernant le prélèvement	Enduit jaune. Le client a demandé à n'analyser que la couche Enduit Effritable Jaune		

Phase	Couche	Description	MOLP			MET			Résultat
			Nb de préparations	Lame explorées(**)	Analyste	Nb de préparations	Grilles explorées(**)	Analyste	
		Aspect, Texture, Couleur							Présence d'amiante
1	1	Peinture Effritable Jaune	-	-	-		1	2	MHJ
	2	Ciment Effritable Gris	-	-	-				
Nombre d'analyses nécessaires au rendu du résultat			0 MOLP			1 MET			

Remarque concernant l'analyse Couche 2 non dissociable(\*\*\*) analysée avec la couche 1.

## Référence dossier: RSC012025759408

Nombre TOTAL d'analyses MOLP et META réalisées sur l'ensemble des échantillons : 0 MOLP et 1 MET

Nombre TOTAL des analyses rendues sous accréditations Cofrac : 1/1

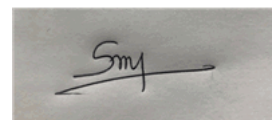
(\*) Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir une largeur supérieure à 0.2 µm

(\*\*) Lames explorées/Grilles explorées = Toutes lames/grilles de préparation ayant fait l'objet de vérification de leur conformité avant de procéder à la lecture

(\*\*\*) La prise d'essai ne permet pas la dissociation des couches car il existe un risque de contamination entre les couches (couches en vrac ou couches fines)



Cpcn(uvg)  
Bouna DJIMERA



Accréditation  
N°1-7327  
Portée  
Disponible sur  
www.cofrac.fr

L'accréditation de la section essais du Cofrac atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

Les essais rapportés dans ce document et identifiés par le symbole ●● sont couverts par l'accréditation.

Ce rapport ne concerne que les échantillons soumis à l'essai. Les résultats s'appliquent à l'échantillon analysé tel qu'il a été reçu.

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale.

Les échantillons sont archivés pour une durée de 6 mois à réception au laboratoire. Les grilles d'observation au microscope sont archivées pendant une durée de trois ans.

Les données et informations relatives à l'essai ainsi que les rapports sont conservés pendant une durée de dix ans.

(1) aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante optiquement observables inférieure à la limite de détection

(2) aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection



AC LAB

- 16 rue Marcel Vigneron - 94110 Arcueil

SIRET : 95352119200039 - N° de TVA Intracommunautaire : FR26953521192 - Code APE : 7120B  
Assurée par HDI Global SE N°76208471-30015 (date de validité : du 01/01/2024 au 31/12/2024)

contact\_aclab@itga.fr

L.MO.F 07.8 V10

PAGE 2 / 2

## Diagnostic Plomb avant Travaux

L'objet de ce rapport est d'identifier les revêtements et matériaux contenant du plomb susceptibles d'être altérés au cours des travaux de rénovation / réhabilitation ou de démolition définis préalablement à la mission. L'altération de ces matériaux peut présenter un risque d'exposition au plomb des intervenants et doit être évalué le plus en amont possible du début des travaux. Ce diagnostic n'est ni un constat de risque d'exposition au plomb ni un diagnostic du risque d'intoxication au plomb, qui relèvent des obligations prévues par le code de la santé publique.

### A - RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS



#### A-1 DÉSIGNATION DU BIEN

Adresse : ..... DOMAINE DE L'ORFRASIÈRE 37380 NOUZILLY

Batiment : ..... NC

Etage : ..... NC

Références client : ..... 21 - 3203021\_NOUZILLY

N° de lot : ..... Non communiqué

Désignation : ..... NOUZILLY\_C3 - PORTERIE ACCUEIL

Date de construction ou permis de construire : ..... Avant 2025

Fonction du bâtiment : ..... Bâtiment de bureaux

#### A-2 PROPRIÉTAIRE / DONNEUR D'ORDRE

**Propriétaire :**  
 INRAE – CENTRE VAL DE LOIRE  
 Domaine de l'Orfrasière  
 37380 NOUZILLY

**Donneur d'ordre :**  
 INRAE – CENTRE VAL DE LOIRE  
 Domaine de l'Orfrasière  
 37380 NOUZILLY

#### A-3 APPAREIL A FLUORESCENCE X ET LABORATOIRE D'ANALYSE

Modèle d'appareil / n°série : ..... FONDIS FEN X (23-1112)

Date de chargement de la source : ..... 21/07/2023

Nature radionucléide : ..... Cd-109

Activité initiale : ..... 850

Date de fin de validité de la source : ..... 21/07/2028

Adresse du laboratoire éventuel : ..... Pas d'analyse effectuée

Accompagnateur : Sans objet

#### A-4 MISSION

Date de la mission : ..... 27/02/2025

Date du rapport : ..... 27/02/2025

Référence mission : ..... 0022M000159-1

Circonstance du constat : ..... Travaux

#### A-5 AUTEUR DU CONSTAT / ORGANISME

Société & Siret : ..... AC Environnement - 44135591400298

Nom prénom : ..... GODEFROY ALEXANDRE

Certification n° : ..... 2124

Délivré le : ..... 05/02/2024

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par LCP – 25 Avenue Léonard de Vinci – 33600 PESSAC



#### Présence de locaux non visités

Non

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité et doit être transmis à toute personne physique ou morale appelée à concevoir ou réaliser les travaux.

## B - SOMMAIRE

### A - Renseignements administratifs

- A-1 - Désignation du bien
- A-2 - Propriétaire / Donneur d'ordre
- A-3 - Appareil à fluorescence x et laboratoire d'analyse
- A-4 - Mission
- A-5 - Auteur du constat / Organisme

### B - Sommaire

### C - Mission

- C-1 - Conclusion
- C-2 - Validité du diagnostic
- C-3 - Commentaires
- C-4 - Descriptif des travaux et documentation(s) transmise(s)

### D - Stratégie de mesures

- D-1 - L'identification des locaux et des zones
- D-2 - Identification des revêtements et matériaux
- D-3 - Identification des unités de diagnostic
- D-4 - Choix des points de mesures
- D-5 - Relevé des mesures

### E - Synthèse de la mission

- E-1 - Locaux visités
- E-2 - Locaux non visités
- E-3 - Résultat des mesures

### F - Informations sur les principales réglementations et recommandations en matière d'exposition au plomb

- F-1 - Informations relatives aux travaux en présence de plomb
- F-2 - Textes de référence
- F-3 - Ressources documentaires

### G - Annexes :

- G-1 - Notice d'informations
- G-2 - Croquis
- G-3 - Attestation d'autorisation d'exercer par l'ASN
- G-4 - Attestation de certification et d'assurance

## C - MISSION

### C-1 CONCLUSION

Rappel de la réglementation :

Conformément au Code du Travail (Article R4412-1 et suivants) : Principes généraux de prévention, Prévention du risque chimique et CMR, tout Maître d'Ouvrage amené à réaliser des travaux dans un bâtiment est tenu de procéder, en collaboration avec le coordonnateur SPS s'il y a lieu, à l'évaluation des risques liés aux travaux en vue de la transmission du résultat de cette évaluation aux entreprises intervenantes.

Cette évaluation doit permettre aux donneurs d'ordre et aux entreprises intervenantes d'évaluer les risques professionnels qui dépendent de la combinaison de deux facteurs : le danger et le mode opératoire. Il n'est donc pas prévu que le diagnostiqueur s'appuie sur une valeur seuil pour conclure sur le niveau de risques que présentent les revêtements ou les matériaux identifiés comme contenant du plomb.

### C-2 VALIDITÉ DU DIAGNOSTIC

Objet du diagnostic : ce diagnostic ne porte que sur les unités de diagnostic concernées par les travaux (voir descriptif des travaux au paragraphe C.4).

Il n'est valable que dans le cadre de la réalisation des travaux.

Ce présent diagnostic plomb ne peut être utilisé en cas de vente ou de location

Circonstance du présent constat : Travaux

### C-3 COMMENTAIRES

Néant

## C-4 DESCRIPTIF DES TRAVAUX

- Périmètre d'intervention défini par le donneur d'ordre : Traversée de murs et raccords sur existants.

- Programme des travaux défini par le donneur d'ordre : Chauffage.

## D - STRATÉGIE DE MESURES

### D-1 L'IDENTIFICATION DES LOCAUX ET DES ZONES

#### Identification des locaux :

L'opérateur de repérage effectue une visite du bâtiment suivant le périmètre de repérage. Il dresse la liste détaillée :

¼ des locaux (bureaux, pièces d'habitation, sanitaires, espaces de stockage et de production, circulations, etc.) ;

¼ des ouvrages extérieurs (façades, couvertures, clôtures, etc.).

Cas particuliers :

¼ dans une cage d'escalier : un palier ou une volée d'escalier, sont considérés comme des locaux distincts ;

¼ une gaine d'ascenseur est considérée comme un local.

L'opérateur de repérage doit respecter l'identification des bâtiments et locaux transmise par le donneur d'ordre, si elle existe. Chaque local et ouvrage extérieur est désigné selon une appellation non équivoque et non susceptible d'évoluer dans le temps. Le nom d'usage peut s'avérer insuffisant.

L'opérateur de repérage dresse la liste des locaux ou parties de locaux non visités et en justifie la raison. Il désigne chaque local visité ou non sur le plan du bâtiment fourni par le donneur d'ordre.

#### Identification des zones :

L'opérateur de repérage divise chaque local ou ouvrage extérieur en plusieurs zones qu'il identifie sur le plan. Pour les locaux, ces zones correspondent généralement à leurs différentes faces.

Exemple :

À chaque zone peut être attribuée une lettre (A, B, C, ...), le sens de lecture étant celui des aiguilles d'une montre. Le mur d'entrée dans le local est ainsi noté A, le suivant à gauche B, etc.

L'opérateur de repérage peut décomposer une zone complexe en plusieurs parties (Ex. : AA, AB ou A1, A2, etc.).

#### Identification des unités de repérage :

Une unité de repérage se définit a minima avec les critères suivants :

- le niveau (rez-de-chaussée, étage X...) ;
- le local ;
- la zone ;
- produit ou matériau ;
- le substrat ;
- le revêtement.

L'unité de repérage fait l'objet de mesures selon les dispositions du paragraphe 7.4 de la norme NF X 46-035.

L'opérateur dresse la liste des unités de repérage suivant le descriptif du programme des travaux :

- dans chaque local ;
- dans les parties communes intérieures et extérieures ;
- dans les escaliers ;
- au niveau de la couverture.

#### Cas particuliers :

Peut (peuvent) constituer une seule et même unité de repérage :

- l'ensemble des plinthes d'un même local (unité de repérage continue) ;
- l'ensemble des boiseries, décorations d'un même local (unité de repérage continue ou discontinue) ;
- l'ensemble des marches et contremarches, garde-corps, balustres etc. d'un même local (unité de repérage continue ou discontinue) ;
- l'ensemble des modénatures d'une façade (unité de repérage discontinue).

Chaque face d'éléments de construction communs à au moins deux zones de locaux différents (notamment portes, fenêtres, cloisons mobiles...) est une unité de repérage. En fonction du programme de travail, chaque unité de repérage doit être rattachée à un local.

### D-2 L'IDENTIFICATION DES REVÊTEMENTS ET MATÉRIAUX

Le repérage porte sur tous les revêtements, matériaux et produits de construction et de décoration, comprenant notamment les revêtements intérieurs ou extérieurs, apparents ou recouverts, susceptibles de libérer des poussières de plomb lors des travaux.

Sont exclus du domaine d'application du présent document, la recherche de plomb dans le PVC (menuiseries, revêtements de sol, conduits, ...), le polystyrène, les carrelages et faïences.

Selon le programme de travaux envisagés, l'opérateur de repérage détermine l'étendue de la recherche de plomb dans les revêtements, matériaux

et produits susceptibles de contenir du plomb.

### D-3 STRATEGIE DE MESURAGE

Dans chaque local, toutes les unités de repérage identifiées au préalable dans les zones de repérage font l'objet d'une mesure avec un appareil à fluorescence X, y compris les surfaces recouvertes d'un matériau mince non susceptible de contenir du plomb. L'opérateur de repérage définit le nombre de mesures en fonction de l'étendue de l'unité de repérage et de la nature des travaux. Si plusieurs mesures sont réalisées, elles sont prises à des endroits différents et réparties de façon pertinente (par exemple : parties hautes et basses d'un même mur).

Sur chaque unité de repérage, les mesures sont réalisées aux endroits où la probabilité de rencontrer du plomb est la plus forte.

Pour une unité de repérage définie (même historique et recouvrement) au moins deux mesures sont effectuées. Si les résultats sont cohérents l'unité de repérage est validée. Si les résultats sont incohérents, l'opérateur décomposera l'unité de repérage définie initialement en plusieurs unités de repérage distinctes et complètera les mesures jusqu'à obtenir des résultats cohérents pour la ou les unités de repérage définie(s).

Pour les unités de repérage qui ont des surfaces ou des longueurs importantes, l'opérateur réalisera des mesures complémentaires.

### D-4 CHOIX DES POINTS DE MESURES

Seules les unités de diagnostic impactées par les travaux font l'objet d'une ou plusieurs mesures avec un appareil à fluorescence X, y compris les surfaces recouvertes d'un matériau mince non susceptible de contenir du plomb.

**Dans tous les cas, les mesures seront réalisées aux endroits où la probabilité de rencontrer du plomb est la plus forte. Contrairement au CREP, le nombre de mesures à réaliser est fonction du type d'unité de diagnostic et des travaux à effectuer.**

En effet, les limites prévues par la réglementation du CREP ne sont pas forcément adaptées à chaque situation (Nombre de mesures limité à 3), puisque l'objectif n'est pas de repérer des zones potentiellement accessibles par les enfants, ni même de vérifier la conformité à une valeur -seuil. Par conséquent, le diagnostiqueur déterminera le nombre de mesures en fonction de l'étendue de l'UD et de la nature des travaux. Si plusieurs mesures sont réalisées sur une UD elles seront prises à des endroits différents pour minimiser le risque de faux négatifs et réparties de façon pertinentes (partie haute et basse d'un mur, ...).

**Toutes les mesures effectuées par UD doivent être consignées dans le rapport sous réserve d'écarter les valeurs aberrantes.** Lorsque l'auteur du constat repère des revêtements dégradés et qu'il estime ne pas pouvoir conclure quant à la présence de plomb dans ces revêtements il peut effectuer un prélèvement qui sera analysé en laboratoire par méthode ICP ou acide /soluble.

### D-5 RELEVÉ DES MESURES

Les résultats sont consignés dans un tableau et exprimés en mg/cm<sup>2</sup> pour la fluorescence X avec précision des incertitudes de mesures.

L'opérateur de repérage peut avoir recours à l'analyse chimique du plomb par un laboratoire. Les résultats seront renseignés en mg/g.

**L'opérateur de repérage n'a pas à se prononcer sur le niveau de risque que présentent les valeurs mesurées ou les constats visuels effectués,** cependant, il joint à son diagnostic **une notice d'information.** Celle-ci vise à informer le donneur d'ordre et les entreprises de travaux du risque que présente le plomb et des mesures de prévention à mettre en œuvre le cas échéant.

## E - SYNTHÈSE DE LA MISSION

### E-1 LISTE DES LOCAUX VISITÉS

Sous-sol : Vol 1 (Dégagement 1)	Sous-sol : Vol 2 (Sous station)
Sous-sol : Vol 3 (Transfo)	Sous-sol : Vol 4 (Cave)
Sous-sol : Vol 5 (Cave)	Sous-sol : Vol 6 (Vide sanitaire)
RDC : Vol 7 (Entrée 2)	RDC : Vol 8 (Hall 1)
RDC : Vol 9 (Vestiaire 1)	RDC : Vol 10 (Vestiaire 2)
RDC : Vol 11 (Dégagement 2)	RDC : Vol 12 (Sanitaires 1)
RDC : Vol 13 (Sanitaires 2)	RDC : Vol 14 (Hall 2)
RDC : Vol 15 (Bureau 2)	RDC : Vol 16 (Bureau 1)
RDC : Vol 17 (Cafétéria)	RDC : Vol 18 (Entrée 1)
R+1 : Vol 19 (Escalier)	R+1 : Vol 20 (Bureau 3)
R+1 : Vol 21 (Salle de réunion)	R+1 : Vol 22 (salle de repos)
R+1 : Vol 23 (W.C)	R+1 : Vol 24 (Archives)
R+1 : Vol 25 (Bureau 4)	R+1 : Vol 26 (Dégagement 3)
Extérieur : Vol 27 (Façade 1)	Extérieur.1 : Vol 28 (Façade 2)
Extérieur.1 : Vol 29 (Toiture)	:

## E.2 LISTE DES LOCAUX NON VISITÉS

Localisation	Motif	Remarque
Néant	Néant	Néant

## E-3 RÉSULTAT DES MESURES

Etalonnage

1	Etalonnage début	Valeur témoin	1	Valeur étalonnage	1	mesure conforme notice fournisseur
2	Etalonnage fin	Valeur témoin	1	Valeur étalonnage	1	mesure conforme notice fournisseur





## TABLEAU DES MESURES

N° de Mesure	Zone	Unité de diagnostic (UD)	Localisation de la mesure	Substrat	Revêtement	Valeurs ou constat visuel	Etat de conservation	Travaux envisagés
-----------------	------	--------------------------	------------------------------	----------	------------	------------------------------	----------------------	-------------------

Nombre total d'unités de Diagnostic :

## F - INFORMATIONS SUR LES PRINCIPALES RÉGLEMENTATIONS ET RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE D'EXPOSITION AU PLOMB

### F-1 INFORMATIONS RELATIVES AUX TRAVAUX EN PRÉSENCE DE PLOMB

Comment se contamine-t-on ?

Les opérateurs se contaminent en respirant ou en avalant des particules de plomb contenues dans les fumées ou poussières :

Sur les chantiers :

- en travaillant sans protection,
- en fumant ou s'alimentant avec les mains sales,
- en se rongant les ongles,
- en mâchant de la gomme ou autres.

Hors lieux de travail :

Les particules déposées sur les cheveux, la barbe, la peau, les vêtements peuvent être importées dans les véhicules et au domicile des intervenants qui peuvent continuer à se contaminer et contaminer leurs proches.

Que faire en cas de risque potentiel sur un chantier ?

Identifier la présence de plomb (obligation d'évaluer les risques)

- exploiter le diagnostic plomb avant travaux pour construire le projet de travaux,
- remettre le diagnostic plomb avant travaux aux entreprises intervenantes.

Choisir un mode opératoire le moins polluant

En concertation avec les différents acteurs et les entreprises :

- choisir la technique d'intervention la moins polluante (exemple : éviter le sablage/grenaillage, préférer le recouvrement au retrait des peintures par décapage mécanique ou chimique, utiliser des outils manuels peu émissifs).

Définir les mesures de prévention et d'hygiène adaptées (obligation de sécurité)

- Prévenir le médecin du travail pour la mise en œuvre d'une surveillance médicale adaptée
- Prévoir les installations d'hygiène en adéquation avec la configuration du chantier
- Choisir, fournir et entretenir les équipements de protection collective et individuelle adaptés y compris les vêtements de travail et combinaisons jetables,
- Prévoir les installations d'hygiène (vestiaires - douches - sanitaires - restauration),
- Prévoir un nettoyage régulier du véhicule (point d'eau, jerrican, sol, volant, sièges, étagère, outils,...) en informant l'intervenant de la présence de plomb,
- Prévoir les mesures d'évacuation et d'élimination des déchets,
- Informer et former l'encadrement et les salariés sur les risques, moyens de protection et mesures d'hygiène, notamment :
  - interdire de boire, fumer, mâcher de la gomme ou manger sur le chantier,
  - rendre obligatoire le lavage des mains et du visage à chaque pause et la douche en fin de journée,
  - interdire la prise de repas en vêtements de travail, sauf si ceux-ci ont été protégés par une combinaison jetable,
  - ne pas ramener de vêtements de travail souillés à son domicile, d'où l'intérêt de porter une combinaison jetable.

Contacter votre médecin du travail et les organismes de prévention pour :

- Des conseils dans le choix des protections,
- Une aide à l'information et à la formation,
- Une mise en œuvre d'une surveillance médicale adaptée (service de santé au travail).

## F-2 TEXTES DE RÉFÉRENCE

### Code de la Construction et de l'Habitat :

- Code de la Construction et de l'Habitation : Articles L.271-4 à L.271-6 (dossier de diagnostic technique) et Articles R.271-1 à R.271-4 (conditions d'établissement du dossier de diagnostic technique) ;
- Ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 relative au logement et à la construction ;
- Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation et le Code de la Santé Publique.

### Code du Travail pour la prévention des risques professionnels liés à l'exposition au plomb :

- Code du Travail Articles R4412-59 et suivants du Code du Travail : Prévention de certains risques d'exposition aux agents cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction.
- Principes généraux de prévention L4121-2 du code du travail
- Décret n° 2001-97 du 1er février 2001 établissant les règles particulières de prévention des risques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction et modifiant le code du travail ;
- Décret n° 93-41 du 11 janvier 1993 relatif aux mesures d'organisation, aux conditions de mise en oeuvre et d'utilisation applicables aux équipements de travail et moyens de protection soumis à l'Article L.233-5-1 du Code du Travail et modifiant ce code (équipements de protection individuelle et vêtements de travail) ;
- Décret n° 2003-1254 du 23 décembre 2003 relatif à la prévention du risque chimique et modifiant le code du travail ;
- Loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 modifiant le Code du Travail et le Code de la Santé Publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail (équipements de travail) ;
- Décret n° 92-1261 du 3 décembre 1992 relatif à la prévention des risques chimiques (Articles R.231-51 à R.231-54 du code du travail) ;
- Arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'Article R.4512-7 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention
- Code de la Santé publique: Arrête du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

## F-3 RESSOURCES DOCUMENTAIRES

### Documents techniques :

- Fiche de sécurité H2 F 13 99 Maladies Professionnelles, Plomb, OPPBTP, janvier 1999 ;
- Guide à l'usage des professionnels du bâtiment, Peintures au plomb, Aide au choix d'une technique de traitement, OPPBTP, FFB, CEBTP, Éditions OPPBTP Décembre 2013 ;
- Document ED 909 Interventions peintures contenant du plomb, prévention des risques professionnels, INRS, Septembre 2013 ;

### Sites Internet :

- Ministère chargé de la santé (textes officiels, précautions à prendre en cas de travaux portant sur des peintures au plomb, obligations des différents acteurs, ...) : <http://www.sante.gouv.fr> (dossiers thématiques «Plomb» ou «Saturnisme»)
- Ministère chargé du logement : <http://www.logement.gouv.fr>
- OPPBTP : <http://www.preventionbtp.fr>
- Agence nationale de l'habitat (ANAH) : <http://www.anah.fr/> (fiche Peintures au plomb disponible, notamment)
- Institut national de recherche et de sécurité (INRS) : <http://www.inrs.fr/>

## G - ANNEXES

### G-1 NOTICE D'INFORMATIONS

Si le logement que vous vendez, achetez ou louez comporte des revêtements contenant du plomb, aussi si vous réalisez des travaux (rénovation, démolition) : sachez que le plomb est dangereux pour la santé.

Deux documents vous informent :

Le constat de risque d'exposition au plomb vous permet de localiser précisément ces revêtements : lisez-le attentivement !

La présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb dans ce logement.

Les effets du plomb sur la santé

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, etc...). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant. Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.

Les mesures de prévention en présence de revêtements contenant du plomb

Des peintures fortement chargées en plomb (céruse) ont été couramment utilisées jusqu'à vers 1950. Ces peintures, souvent recouvertes par d'autres revêtements depuis, peuvent être dégradées à cause de l'humidité, à la suite d'un choc, par grattage ou à l'occasion de travaux : les écailles et les poussières ainsi libérées constituent alors une source d'intoxication. Ces peintures représentent le principal risque d'exposition au plomb dans l'habitation.

Les peintures contenant du plomb ne présentent pas de risque tant qu'elles sont en bon état ou inaccessibles. En revanche, le risque apparaît dès qu'elles s'écailent ou se dégradent. Dans ce cas, votre enfant peut s'intoxiquer :

-s'il porte à la bouche des écailles de peinture contenant du plomb,

-s'il se trouve dans une pièce contaminée par des poussières contenant du plomb,

-s'il reste à proximité de travaux dégageant des poussières contenant du plomb.

Le plomb en feuille contenu dans certains papiers peints (posés parfois sur les parties humides des murs) n'est dangereux qu'en cas d'ingestion de fragments de papier. Le plomb laminé des balcons et rebords extérieurs de fenêtre n'est dangereux que si l'enfant a accès à ces surfaces, y porte la bouche ou suce ses doigts après les avoir touchées.

Pour éviter que votre enfant ne s'intoxique :

• Surveillez l'état des peintures et effectuez les menues réparations qui s'imposent sans attendre ;

• Lutte contre l'humidité, qui favorise la dégradation des peintures ;

• Évitez le risque d'accumulation des poussières : ne posez pas de moquette dans les pièces où l'enfant joue, nettoyez souvent le sol, les rebords de fenêtres avec une serpillière humide ;

• Veillez à ce que votre enfant n'ait pas accès à des peintures dégradées, à des papiers peints contenant une feuille de plomb, ou à du plomb laminé (balcons, rebords extérieurs de fenêtres) ; lavez ses mains, ses jouets.

En cas de travaux portant sur des revêtements contenant du plomb, prenez des précautions :

• Si vous confiez les travaux à une entreprise, remettez-lui une copie du constat du risque d'exposition au plomb, afin qu'elle mette en œuvre les mesures de prévention adéquates ;

• Tenez les jeunes enfants éloignés du logement pendant toute la durée des travaux. Avant tout retour d'un enfant après travaux, les locaux doivent avoir été parfaitement nettoyés ;

• Si vous réalisez les travaux vous-même, prenez soin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans tout le logement et éventuellement le voisinage.

Si vous êtes enceinte :

• Ne réalisez jamais vous-même des travaux portant sur des revêtements contenant du plomb

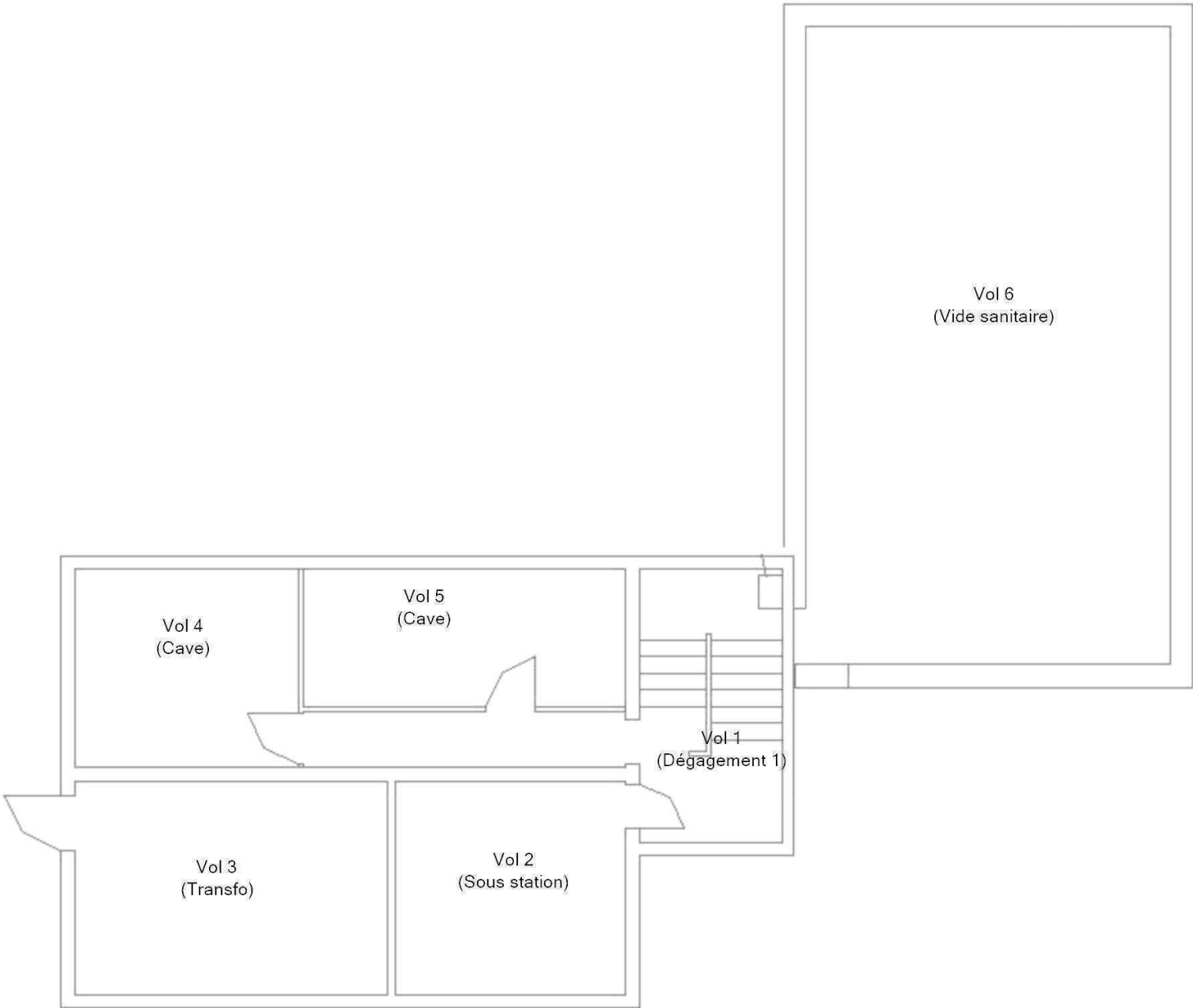

• Éloignez-vous de tous travaux portant sur des revêtements contenant du plomb.

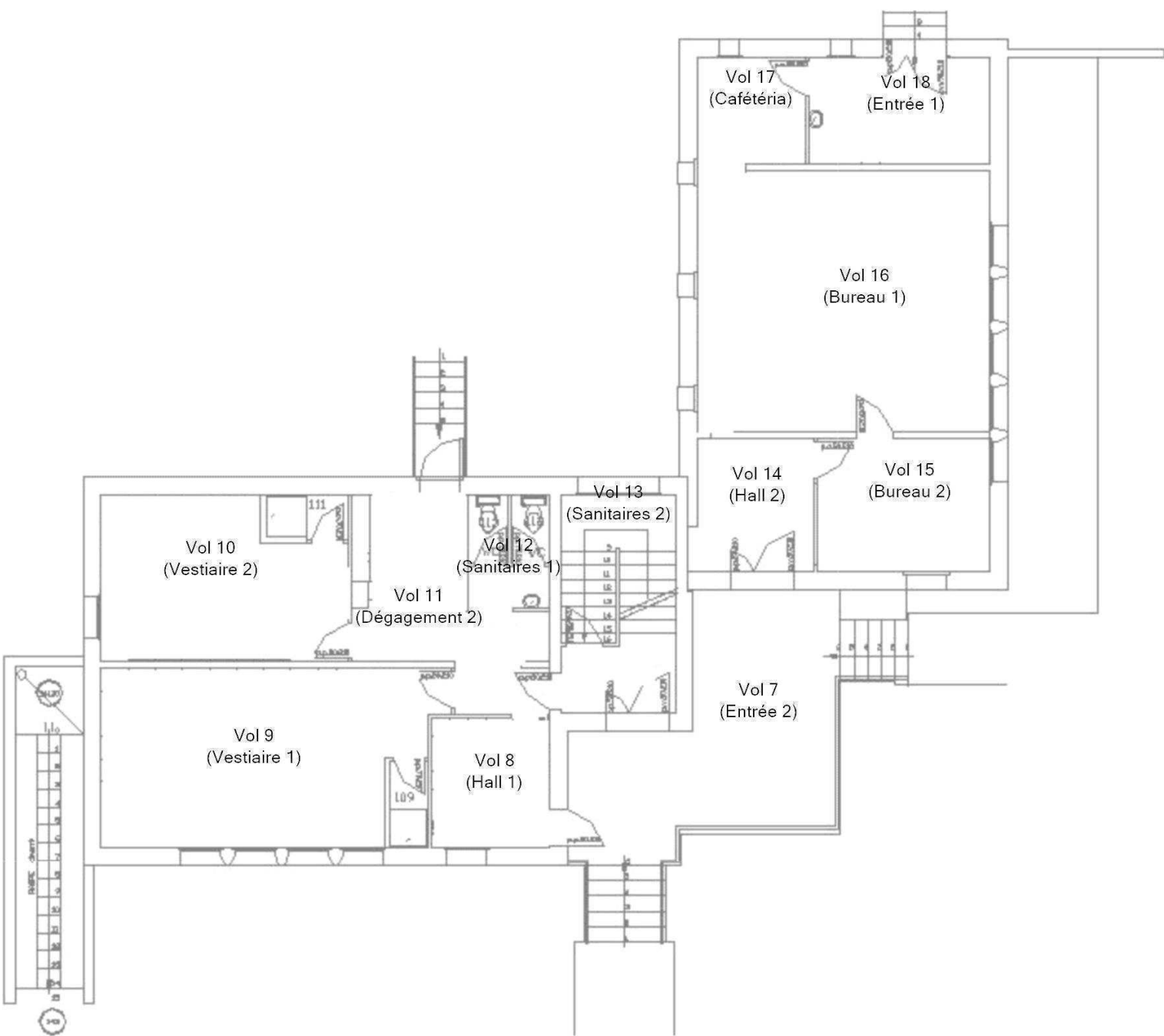

Si vous craignez qu'il existe un risque pour votre santé ou celle de votre enfant, parlez-en à votre médecin (généraliste, pédiatre, médecin de protection maternelle et infantile, médecin scolaire) qui prescrira, s'il le juge utile, un dosage de plomb dans le sang (plombémie).

Des informations sur la prévention du saturnisme peuvent être obtenues auprès des directions départementales de l'équipement ou des directions départementales des affaires sanitaires et sociales, ou sur les sites Internet des ministères chargés de la santé et du logement



Exemples de revêtements dégradés représentant un risque pour la santé. Plaquette d'informations disponible sur : <http://www.sante-sports.gouv.fr>

SOUS-SOL - PLAN DE REPÉRAGE - COTATION VOLUME				Référence: 0022M000159-1
				Légende
	Adresse du bien	Désignation	Date intervention	Technicien intervenant
	DOMAINE DE LORFRASIÈRE 37380 NOUZILLY	NOUZILLY_C3 - PORTERIE ACCUEIL	27/02/2025	GODEFROY ALEXANDRE

RDC - PLAN DE REPÉRAGE - COTATION VOLUME				Référence: 0022M000159-1
				Légende
	Adresse du bien	Désignation	Date intervention	Technicien intervenant
	DOMAINE DE LORFRASIÈRE 37380 NOUZILLY	NOUZILLY_C3 - PORTERIE ACCUEIL	27/02/2025	GODEFROY ALEXANDRE

R+1 - PLAN DE REPÉRAGE - COTATION VOLUME				Référence: 0022M000159-1
<div></div>				Légende
	Adresse du bien	Désignation	Date intervention	Technicien intervenant
	DOMAINE DE LORFRASIÈRE 37380 NOUZILLY	NOUZILLY_C3 - PORTERIE ACCUEIL	27/02/2025	GODEFROY ALEXANDRE



EXTÉRIEUR - PLAN DE REPÉRAGE - COTATION VOLUME

Référence:  
0022M000159-1

Légende



Vol 27  
(Façade 1)



Adresse du bien

DOMAINE DE LORFRASIÈRE  
37380 NOUZILLY

Désignation

NOUZILLY\_C3 - PORTERIE ACCUEIL

Date intervention

27/02/2025

Technicien intervenant

GODEFROY ALEXANDRE



EXTÉRIEUR.1 - PLAN DE REPÉRAGE - COTATION VOLUME

Référence:  
0022M000159-1

Légende

Vol 29  
(Toiture)



Vol 28  
(Façade 2)



Adresse du bien

DOMAINE DE LORFRASIÈRE  
37380 NOUZILLY

Désignation

NOUZILLY\_C3 - PORTERIE ACCUEIL

Date intervention

27/02/2025

Technicien intervenant

GODEFROY ALEXANDRE

ANNEXE: DOCUMENTS

Assurance AC 2025 1/2

Assurance AC 2025 2/2

Tour Trinity  
1 bis Place de la Défense - CS 20298  
92035 Paris La Défense Cedex  
T: +33 (0) 1 44 05 96 00  
F: +33 (0) 1 44 05 96 00



**ATTESTATION D'ASSURANCE  
RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE**

Nous soussignés HDI Global SE, Tour Trinity - 1 bis Place de la Défense - 92035 Paris La Défense Cedex, certifions que la société :

**VENTURA  
64 RUE CLEMENT ADER  
42153 RIORGES - FRANCE**

est titulaire auprès de notre Compagnie d'une police d'assurance **RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE** n° **76208471-30015** couvrant également l'assuré additionnel :

**AC ENVIRONNEMENT**

Les activités garanties sont notamment les suivantes :

- Dossier Technique Amiante (DTA) et Dossier Amiante Parties Privatives (DAPP)
- Tous repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante (Code de la santé publique et Code du travail), y compris avant travaux ou démolition
- Examen visuel après travaux de retrait d'amiante
- Stratégie d'échantillonnage et prélèvements d'air et de matériaux
- Caractérisation des enrobés bitumineux : recherche d'amiante et des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)
- Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le traitement des sujets liés à l'amiante
- Etat du bâtiment relatif à la présence de termites
- Diagnostic du risque d'intoxication au plomb dans les peintures (DRIPP)
- Constat de risque d'exposition au plomb (CREP)
- Recherche et repérage du plomb avant ou après travaux, y compris démolition
- Diagnostic de performance énergétique
- Diagnostic Produits Matériaux Equipements et Déchets (PEMD)
- Information sur la présence d'un risque de mûre
- Mesurage de la superficie privative de lots de copropriété (loi "Carrez")
- Etat des lieux (en propre ou en sous-traitance)
- Réalisation de l'état descriptif de division des lots et du règlement de copropriété
- Mesurages des surfaces habitables, utiles, etc. (tous types de surfaces au sens du Code de la construction et de l'habitation)
- Etat de l'installation intérieure d'électricité
- Etat de l'installation intérieure de gaz
- Tous Audits Énergétiques, y compris réglementaire
- Etat des Risques et Pollution (ERP, annexion ERNMT ou ESSRI)
- Certificat de déconce - Loi SRU
- Mesure du Radon dans les bâtiments
- Relevé de cotes et plan de l'existant en copropriété
- Diagnostic Technique Global (DTG)
- Analyse de tous ces diagnostics soit en direct soit sous traité
- Formation aux risques professionnels liés à l'amiante via une structure du groupe (ASE)
- Réalisation d'inspections dans le cadre du dispositif CEE (Certificats d'Economie d'Energie)
- Prélèvement d'eau en vue de l'analyse de la teneur en plomb
- Recherche des canalisations en plomb dans les bâtiments
- Certificat de conformité des travaux de réhabilitation pour les investissements locatifs dans l'ancien (dispositifs Robien et équivalents)
- Contrôle des installations d'assainissement collectif et non collectif
- Diagnostic d'accessibilité handicapés
- Etudes thermiques
- Formation des franchisés et partenaires et ce, dans le cadre de l'expertise en pathologie du bâtiment et de toutes expertises liées au bâtiment, à la construction ainsi qu'à toutes activités annexes ou connexes.

HDI Global SE  
HDI Platz 1, 30659 Hannover, Germany  
www.hdi.global

Commercial Register: HR Hannover  
HR Number: HR 6020  
VAT registration ID: DE 219828792

Chairman of the Supervisory Board: Tordten Lause  
Board of Management: Dr. Edgar Pule (Chairman), Ragn  
Beutler,  
Dr. Malte Enders, Dr. Christian Hemmingsson, Dr.  
Dirk Hering, David Hulin, Dr. Barbara Kinnasewski-  
Beutler, Dr. Thomas Kuhn

Tour Trinity  
1 bis Place de la Défense - CS 20298  
92035 Paris La Défense Cedex  
T: +33 (0) 1 44 05 96 00  
F: +33 (0) 1 44 05 96 00



- Conception, développement de logiciels, progiciels, mise au point, développement et commercialisation de tous produits ou services informatiques télématiques et électroniques
- Activités de services, prestations, conseil, audit et développement en lien avec ses activités digitales
- Activités concernant la formation professionnelle
- Développement, animation d'un réseau de franchise
- Relevés 3D et relevés de mesures et données techniques
- Réalisation de plans et nomenclatures
- Hébergement de données
- Repérage des Fibres Céramiques Réfractaires (FCR)
- Réalisation de Plans Pluriannuels de Travaux (PPT) en copropriété

Les garanties s'exercent à concurrence des montants ci-après :

RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION		MONTANT DES GARANTIES
Tous Dommages Con fondus (dommages corporels, dommages matériels, dommages immatériels)	7 500 000 EUR	par sinistre
<b>Dont</b>		
• Dommages matériels et immatériels consécutifs	3 000 000 EUR	par sinistre
• Dommages immatériels non consécutifs	1 000 000 EUR	par sinistre
• Faute inexcusable de l'employeur/Maladie professionnelle	2 500 000 EUR	par sinistre et par période d'assurance
• Atteintes accidentelles à l'environnement (pour les sites non soumis à enregistrement ou à autorisation préfectorale)	500 000 EUR	par sinistre et par période d'assurance
• Dommages aux Biens confiés	30 000 EUR	par sinistre
<b>RESPONSABILITE CIVILE APRES PRESTATIONS / RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE</b>		
Tous Dommages Con fondus (dommages corporels, dommages matériels, dommages immatériels)	3 000 000 EUR	par sinistre et par année d'assurance
<b>Dont</b>		
• Dommages matériels et immatériels consécutifs	3 000 000 EUR	par sinistre et par année d'assurance
• Dommages immatériels non consécutifs	1 000 000 EUR	par sinistre et par année d'assurance

La présente attestation valable pour la période d'assurance du 01/01/2025 au 31/12/2025, est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager l'Assureur en dehors des termes et limites précisées par les clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère. La présente attestation n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'Assureur.

Fait à Paris, le jeudi 12 décembre 2024 – RE/CT



HDI Global SE  
HDI Platz 1, 30659 Hannover, Germany  
www.hdi.global

Commercial Register: HR Hannover  
HR Number: HR 6020  
VAT registration ID: DE 219828792

Chairman of the Supervisory Board: Tordten Lause  
Board of Management: Dr. Edgar Pule (Chairman), Ragn  
Beutler,  
Dr. Malte Enders, Dr. Christian Hemmingsson, Dr.  
Dirk Hering, David Hulin, Dr. Barbara Kinnasewski-  
Beutler, Dr. Thomas Kuhn

Attestation AC 2025

LCP – 25 Avenue Léonard de Vinci – 33600 PESSAC  
- 2124



ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné Mme Dominique BISAGA, présidente de la SAS AC ENVIRONNEMENT (siret 441 355 914 00298), déclare sur l'honneur être en situation régulière au regard des dispositions de l'article L.271-6 du Code de la construction et de l'habitation, que ma société dispose d'une organisation et de moyens appropriés et que l'ensemble des mes salariés présentent les garanties de compétence pour établir les documents prévus aux 1° à 4°, 6° et 7° du 1° de l'article L.271-4 du Code de la Construction et de l'habitation, ainsi qu'à l'article L.126-26 et L.128-28-1 du même code, à savoir :

- Le constat de risque d'exposition au plomb prévu aux articles L. 1334-5 et L. 1334-6 du Code de la santé publique ;
- L'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du même code, ainsi que l'ensemble des repérages de l'amiante prévus par le Code de la santé publique et le Code du travail ;
- L'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment prévu à l'article L. 126-24 du Code de la construction et de l'habitation ;
- L'état de l'installation intérieure de gaz prévu à l'article L. 134-9 du même code ;
- Le diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L. 126-26 du Code de la construction et de l'habitation ;
- L'audit énergétique prévu à l'article L.126-28-1 du même code
- L'état de l'installation intérieure d'électricité prévu à l'article L. 134-7 du même code.

Ceci s'applique aussi à toute autre prestation couverte par notre contrat d'assurance responsabilité civile professionnelle en vigueur à la date de réalisation de la prestation

Je déclare que la SAS AC ENVIRONNEMENT est souscritrice d'une assurance responsabilité civile professionnelle n°76208471-30015 souscrit auprès de la compagnie d'assurance HDI permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions, selon les dispositions de l'article R271-2.

Je déclare n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à mon entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir l'un des documents mentionnés ci-dessus, ainsi que toute autre prestation couverte par notre contrat d'assurance responsabilité civile professionnelle en vigueur à la date de réalisation de la prestation.

En dehors de l'obligation des déclarations des textes cités ci-dessus, je déclare en outre ne pas verser de commission aux apporteurs d'affaires, mandataires, prescripteurs.

Je déclare tenir un registre des réclamations et des plaintes qui est à la disposition des organismes certificateurs sur simple demande.

Fait à Riorges le 02/01/2025

Dominique BISAGA  
Présidente



AC ENVIRONNEMENT  
Siège social: 64 rue Clément Ader - CS 70064 - 42153 RIORGES  
SAS au capital 150 000 € - SIRET: 44135591400298 - RCS RIORGES - APE: 7120B - Assurée par HDI Global SE - N° de profession: 00153150015

01 44 37 44 92 44  
01 44 37 44 92 44  
01 44 37 44 92 44

Ce certificat est émis pour servir et valoir ce que de droit.  
Émis le 02/09/2024, à Pessac par MOLEZUN Jean-Jacques Président.

*[Signature]*

Siège : 25, avenue Léonard de Vinci – Technosud Europe – 33600 PESSAC  
Tél : 05 33 89 39 39 – Mail : contact@lcp-certification.fr – site : www.lcp-certification.fr  
SAS au capital de 15 000 € - SIRET : 809 649 900032 – RCS BORDEAUX – 809 140 108 – Code APE : 7022 Z  
Env487@ LE CERTIFICAT V013 du 01-09-2024



**ANNEXE: DOCUMENTS**LCP – 25 Avenue Léonard de Vinci – 33600 PESSAC  
- 2124**Certificat de compétences Diagnostiqueur Immobilier**  
**N°2124****Monsieur GODEFROY Alexandre**

<b>Amiante sans mention</b> Selon arrêté du 1er juillet 2024	<b>Amiante</b> Date d'effet : 20/11/2023 - Date d'expiration : 19/11/2030
<b>Amiante avec mention</b> Selon arrêté du 1er juillet 2024	<b>Missions spécifiques, bâtiments complexes</b> Date d'effet : 20/11/2023 - Date d'expiration : 19/11/2030
<b>DPE individuel</b> Selon arrêté du 20 juillet 2023	<b>Diagnostic de performances énergétiques</b> Date d'effet : 01/07/2024 - Date d'expiration : 19/11/2030
<b>Electricité</b> Selon arrêté du 1er juillet 2024	<b>Etat de l'installation intérieure électricité</b> Date d'effet : 20/11/2023 - Date d'expiration : 19/11/2030
<b>Gaz</b> Selon arrêté du 1er juillet 2024	<b>Etat de l'installation intérieure gaz</b> Date d'effet : 20/11/2023 - Date d'expiration : 19/11/2030
<b>Plomb sans mention</b> Selon arrêté du 1er juillet 2024	<b>Constat du risque d'exposition au plomb</b> Date d'effet : 05/02/2024 - Date d'expiration : 04/02/2031
<b>Termites métropole</b> Selon arrêté du 1er juillet 2024	<b>Etat relatif à la présence de termites dans les bâtiments</b> Date d'effet : 20/11/2023 - Date d'expiration : 19/11/2030

Ce certificat est émis pour servir et valoir ce que de droit.  
Édité le 02/09/2024, à Pessac par MOLEZUN Jean-Jacques Président.Siège : 25, avenue Léonard de Vinci – Technoparc Eurospace – 33600 PESSAC  
Tél : 05 33 89 30 30 – Mail : contact@lcp-certification.fr – site : www.lcp-certification.fr  
SAS au capital de 15 000€ - SIRET : 8091 801 880 0032 – RCS BORDEAUX – 809 149 198 – Code APE : 7022 Z  
Env487@ LE CERTIFICAT V013 du 01-09-2024